

Forum : Forum citoyen sur l'économie et le climat

Sujet : Devons-nous repenser notre modèle économique
Productiviste face à l'urgence climatique actuelle ?

Membres de l'Etat Major : Charlotte El Ahl et Léonor de la
Puente Ilieva

Position : Présidentes



Définitions et termes clés

Productivisme : Le fait de privilégier des techniques pour minimiser les coûts de production, sans se soucier de leurs conséquences sociales (sur les travailleurs, mais aussi la collectivité) et écologiques (sur l'environnement).

Mondialisation : l'extension des activités économiques (entreprises, commerce, finance) à l'échelle planétaire, facilitée par les transports, le numérique et les échanges internationaux. Elle repose sur des flux massifs de marchandises, de capitaux et d'informations, mais génère une empreinte écologique insoutenable en raison de sa dépendance aux énergies fossiles et de la surconsommation des ressources.

Transition écologique : Ensemble des changements proposés au modèle économique et social dans le but de répondre aux exigences du développement durable et de réduire l'empreinte écologique de la société.

Economie circulaire : L'économie circulaire est un modèle économique qui vise à concevoir, produire et consommer de manière durable en optimisant l'utilisation des ressources et en minimisant les déchets et la pollution. Contrairement au modèle linéaire traditionnel (extraire, produire, consommer, jeter), elle repose sur des principes d'allongement de la durée de vie des produits, de réemploi, de réparation, de recyclage et de valorisation des déchets pour en faire de nouvelles ressources. Par exemple les bouteilles en verre consignées ou des bouteilles en plastique transformées en fibres textiles, Adidas utilise du polyester recyclé pour ses vêtements de sport.

Développement durable : Mode de développement qui concilie trois piliers environnemental (préservation des ressources et des écosystèmes), économique (croissance viable) et social (justice, équité et bien-être des populations). Il vise à répondre aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à satisfaire les leurs, en équilibrant rentabilité, équité et durabilité.

Transition énergétique : La transition énergétique, c'est **l'évolution** de nos anciens modes de production et de consommation d'énergie vers **un nouveau système**, plus en phase avec la réalité d'aujourd'hui. Un système: moins dépendant des énergies fossiles; avec plus d'énergie renouvelable; plus efficace au point de vue énergétique, avec moins de gaspillages; plus flexible (capable de s'adapter à la production renouvelable, qui varie selon les conditions météo par exemple); plus décentraliser (une multitude d'unités de production dispersées sur le territoire plutôt que quelques points centraux) et qui s'appuie sur les nouvelles technologies, notamment numériques. (<https://www.energuide.be/fr/transition-energetique/politiques/quest-ce-que-la-transition-energetique/>)

Empreinte carbone : L'empreinte carbone est un indicateur qui vise à mesurer l'impact d'une activité sur l'environnement. Plus particulièrement il calcule les émissions de gaz à effet de serre liées à cette activité. Elle peut s'appliquer à une personne (selon son mode de vie), à des ménages, à une entreprise (selon ses activités), un territoire, ou encore à des produits. Si un individu souhaite calculer son empreinte carbone annuelle, il devra prendre en compte tout un ensemble de données liées à ses activités et à son mode de vie: transports; maison et énergie; consommation et style de vie. Vous pouvez vous renseigner sur des sites comme celui du WWF. [Calculeur d'empreinte écologique | WWF Suisse](#)

Justice climatique : La justice climatique intègre la question de l'équité sociale et de la responsabilité historique des pays au débat sur le climat. Elle considère la crise climatique comme un problème systémique et prône des changements au niveau des structures sociales, politiques et économiques, afin de corriger les injustices passées et présentes, de redistribuer le pouvoir et de prioriser les personnes qui sont les plus touchées et les moins responsables.

I- Economie vs urgence climatique, une problématique qui s'impose à la nouvelle génération

Une économie mondialisée fondée sur la croissance et les échanges

Le modèle économique actuel repose sur une logique de croissance continue, renforcée par la mondialisation des échanges (**import et export**). Les chaînes de production sont aujourd'hui globalisées : les matières premières sont extraites dans un pays, transformées dans un autre, puis assemblées ailleurs avant d'être consommées dans des marchés parfois très éloignés. Cette organisation permet d'optimiser les coûts et d'accroître la compétitivité des entreprises, tout en répondant à une demande mondiale en constante augmentation.

Ce fonctionnement s'appuie sur une intensification des flux commerciaux et logistiques à l'échelle mondiale. Le transport maritime, qui constitue l'épine dorsale du commerce international selon l'**Organisation maritime internationale**, permet d'acheminer des volumes considérables de marchandises à faible coût. Cependant, cette dépendance aux échanges internationaux repose encore largement sur l'utilisation d'énergies fossiles, ce qui contribue directement à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre.

Des projets récents illustrent cette dynamique et ses paradoxes. Les nouvelles **routes commerciales dans l'Arctique**, rendues accessibles par la fonte des glaces, permettent de réduire les distances entre l'Asie et l'Europe et donc les coûts de transport. Elles offrent de nouvelles opportunités économiques, tout en étant rendues possibles par le réchauffement climatique lui-même. Ce phénomène met en évidence une contradiction majeure, les conséquences du dérèglement climatique deviennent, dans certains cas, des leviers de développement économique.

De la même manière, des initiatives comme la **Belt and Road Initiative (BRI)**, lancée par la Chine, visent à renforcer les infrastructures de transport à l'échelle mondiale afin de fluidifier les échanges et stimuler la croissance. En développant des réseaux de **ports**, de **routes** et de **voies ferroviaires**, ce projet contribue à accélérer l'intégration économique de nombreuses régions. Toutefois, il repose également sur des investissements massifs

dans des infrastructures énergivores, ce qui soulève des interrogations quant à leur compatibilité avec les objectifs climatiques.

Les principaux moyens de transport utilisés sont :

- Le transport maritime (90 % du commerce mondial)
- Le transport aérien
- Le transport routier et ferroviaire

Le changement climatique est le produit d'un modèle économique mondialisé, où chaque secteur contribue à l'augmentation des émissions de gaz à effet de serre (GES). Si le transport est souvent montré du doigt, il n'est qu'un maillon parmi d'autres dans une chaîne bien plus large.

L'énergie est le premier secteur émetteur, avec 75 % des émissions mondiales. Malgré les progrès des énergies renouvelables, 80 % de notre consommation repose encore sur les énergies fossiles (charbon, pétrole, gaz).

- Le charbon reste la première source d'électricité mondiale (35 %), surtout en Chine, en Inde et aux États-Unis.
- Le pétrole domine les transports et l'industrie chimique, avec une consommation en hausse dans les pays en développement.
- Le gaz naturel, présenté comme une énergie de transition, est en réalité une source majeure de méthane, un GES 28 fois plus puissant que le CO₂.

L'industrie représente 24 % des émissions mondiales, avec trois matériaux particulièrement polluants :

- L'acier : 7 à 9 % des émissions (principalement en Chine, qui produit 55 % de l'acier mondial).
- Le ciment : 8 % des émissions (production de clinker, un processus très énergivore).
- Le plastique : 3,4 % des émissions (99 % issu des énergies fossiles, seulement 9 % recyclé).

L'agriculture et la déforestation représentent 18 % des émissions mondiales :

- L'élevage : 14,5 % des émissions (méthane des ruminants, déforestation pour les pâturages).
- Les cultures intensives : Engrais azotés et déforestation (Brésil, Indonésie).
- La déforestation : 10 % des émissions (liée à l'élevage, l'huile de palme, le soja).

Le transport est responsable de 16 % des émissions mondiales, mais son impact est bien plus large si on inclut :

- Les flux touristiques (avion, croisière).
- Les flux logistiques (bateaux, camions, trains).
- Les flux immatériels (numérique, stockage de données).

Le numérique représente 3 % des émissions mondiales, mais sa croissance est explosive (+8 % par an) :

- Les data centers : 1 % de la consommation mondiale d'électricité.
- Les appareils électroniques : 80 % de leur empreinte carbone vient de leur production.

Des conséquences climatiques majeures et mesurables

Les activités économiques actuelles sont aujourd'hui reconnues comme la principale cause du changement climatique, comme le souligne le **GIEC**. Le modèle productiviste, fondé sur une production et une consommation toujours croissante, exerce une pression considérable sur les ressources naturelles et les écosystèmes. Certaines données permettent de mieux mesurer cette pression. Par exemple, des études sur l'empreinte écologique montrent que si l'ensemble de la population mondiale adoptait le mode de vie des habitants des États-Unis, il faudrait l'équivalent de **5,1 planètes Terre** pour subvenir aux besoins. Ce chiffre est d'environ **3 planètes pour la France** et peut atteindre jusqu'à **9 planètes pour le Qatar**, ce qui illustre les fortes inégalités de consommation et l'insoutenabilité du modèle actuel à l'échelle globale. Des pays comme le **Sénégal**, **l'Éthiopie ou le Mali** ont une empreinte écologique **inférieure à 1 planète**, ce qui signifie qu'ils vivent dans les limites de leur biocapacité. Pourtant, ils subissent de plein fouet les conséquences du changement climatique (sécheresses, inondations, désertification), alors qu'ils contribuent le moins aux émissions mondiales de CO₂.

Les indicateurs climatiques confirment cette tendance et sont particulièrement préoccupants. La température moyenne mondiale a déjà augmenté d'environ **+1,6°C** par rapport à l'ère préindustrielle, se rapprochant dangereusement des seuils fixés par l'**Accord de Paris**. Dans le même temps, les émissions mondiales de CO₂ continuent

d'augmenter, atteignant plus de **36 milliards de tonnes par an**, en grande partie en raison de l'utilisation persistante des énergies fossiles dans l'industrie, les transports et la production d'énergie.

Les conséquences de cette évolution sont déjà visibles et devraient s'intensifier dans les décennies à venir. Le niveau moyen des mers pourrait s'élever de **jusqu'à un mètre d'ici 2100**, menaçant directement de nombreuses zones côtières et infrastructures économiques. Par ailleurs, entre **3,3 et 3,6 milliards de personnes** vivent aujourd'hui dans des régions particulièrement vulnérables au changement climatique, exposées à des risques accrus de catastrophes naturelles, d'insécurité alimentaire et de perturbations économiques.

Ces données mettent en évidence une réalité essentielle, que le modèle économique actuel, en favorisant une croissance continue sans prise en compte suffisante des limites environnementales, contribue directement à une dégradation rapide du climat. Cela renforce l'idée qu'une transformation en profondeur de ce modèle pourrait être nécessaire pour limiter les impacts à long terme et garantir une certaine stabilité économique et sociale.

Les conséquences incluent :

- **Multiplication** des événements climatiques extrêmes (canicules, inondations, etc) comme les Inondations au Pakistan en 2022, environ 75 000km² de terres ont été inondés, soit la superficie du Royaume-Uni.
- Perte/**disparition** de la biodiversité comme le blanchiment des coraux en Australie, en 2022 les nombres disaient que près de 50% des coraux ont subis un blanchissement sévère.
- **Insécurité** alimentaire et hydrique dans de nombreux pays, entre 2020 et 2023 la Somalie vécu une sécheresse prolongée, la pire en 40 ans, qui a été aggravée par le changement climatique. Les précipitations ont diminué de 30 à 60 % dans certaines régions, rendant les terres agricoles stériles et les points d'eau asséchés.

Inégalités et justice climatique

La question des inégalités est centrale dans le débat sur la transformation du modèle économique face à la crise climatique. En effet, tous les pays ne sont pas dans la même situation pour opérer cette transition, ce qui complique toute remise en cause globale du productivisme.

D'un côté, les pays développés ont construit leur puissance économique grâce à un modèle basé sur la croissance, l'industrialisation et une forte consommation d'énergies fossiles. Selon le GIEC, ils sont responsables de la majorité des émissions cumulées. Pourtant, ce sont aujourd'hui ces mêmes pays qui appellent à une transformation du modèle économique vers plus de durabilité.

De l'autre côté, les pays en développement cherchent encore à atteindre ce niveau de croissance. Pour eux, ralentir la production ou limiter l'exploitation des ressources peut représenter un risque économique majeur. Par exemple, des pays exportateurs de pétrole ou de matières premières dépendent fortement de ces revenus pour financer leur développement.

Cela crée une tension : **peut-on demander à ces pays de changer de modèle sans freiner leur croissance ?**

Ces inégalités influencent directement le débat. Elles expliquent pourquoi il est difficile de parvenir à des accords ambitieux, malgré des engagements comme l'Accord de Paris. Chaque État défend ses intérêts économiques, ce qui ralentit la mise en place de politiques globales.

La question se pose aussi entre les générations. Le modèle économique actuel profite encore largement aux acteurs présents (entreprises, États, consommateurs), alors que ses coûts à long terme (économiques comme environnementaux) seront supportés par les jeunes. Cela renforce les revendications pour un changement de modèle, mais sans pour autant garantir qu'il sera accepté rapidement, car il implique des sacrifices économiques à court terme.

Une jeunesse en première ligne : acteurs et victimes du changement climatique

Les jeunes générations ne sont pas seulement les témoins des bouleversements climatiques à venir : elles en subissent déjà les conséquences les plus directes, et ce, de manière disproportionnée. Elles devront faire face à des conditions de vie dégradées, canicules à répétition, sécheresses prolongées, inondations dévastatrices à des crises économiques et sociales liées au climat qui creuseront les inégalités, et à des migrations climatiques accrues, forçant des millions de jeunes à quitter leurs terres et à abandonner leurs rêves d'avenir. En Europe, les vagues de chaleur à 40 °C perturbent les examens et

les activités en plein air ; en Asie du Sud, les inondations au Pakistan en 2022 ont laissé 33 millions de personnes sans abri ; en Afrique de l'Est, la sécheresse en Somalie a plongé 23 millions de personnes dans l'insécurité alimentaire. Ces exemples concrets montrent que le changement climatique n'est pas une menace lointaine : c'est une réalité qui façonne déjà leur quotidien.

Face à cette urgence, la jeunesse ne reste pas passive. Elle se mobilise avec une énergie et une détermination sans précédent. Des figures comme Greta Thunberg ont contribué à internationaliser la contestation, notamment via les mouvements de grèves pour le climat, qui ont rassemblé des millions de jeunes dans le monde entier. Mais leur engagement va bien au-delà des manifestations : ils remettent en question le modèle productiviste qui a conduit à cette crise. Ils dénoncent un système économique basé sur la surconsommation, l'exploitation des ressources et l'injustice sociale, et poussent pour l'adoption de modes de consommation plus responsables : achats locaux, produits de seconde main, alimentation durable – tout en exigeant des réformes politiques ambitieuses. Leur colère est légitime : ils héritent d'un monde en crise, mais ils refusent d'en être les victimes silencieuses. Leur mobilisation est à la fois un cri d'alarme et un appel à l'action, prouvant que la jeunesse est prête à se battre pour un avenir viable.

Une jeunesse en première ligne : mobilisations et solutions

Face à l'urgence climatique, les jeunes ne se contentent pas de constater les problèmes : ils proposent et mettent en œuvre des alternatives pour mieux produire et mieux consommer. Leur énergie et leur créativité sont des leviers puissants pour accélérer la transition vers une économie plus respectueuse de l'environnement. L'économie circulaire, par exemple, est une solution clé qu'ils peuvent porter au quotidien. Plutôt que de jeter, ils réparent, recyclent et réutilisent : organiser des ateliers de réparation de vélos, de vêtements ou d'électroménager dans leur école ou leur quartier permet de lutter contre l'obsolescence programmée.

Des initiatives comme les *Repair Cafés*, déjà répandues en Europe, montrent que ces petits gestes peuvent avoir un impact énorme. Les jeunes peuvent aussi privilégier l'achat d'occasion via des plateformes comme Vinted ou les friperies locales, ou encore choisir des produits durables et éthiques, en soutenant les marques locales et les circuits courts. Ces choix, bien que modestes, s'inscrivent dans une logique de sobriété et de responsabilité, et inspirent leur entourage à faire de même.

La transition énergétique est un autre domaine où les jeunes peuvent agir directement. Ils

peuvent opter pour une énergie verte en choisissant des fournisseurs d'électricité renouvelable, comme E.ON ou Vattenfall en Suède, ou en installant des panneaux solaires dans leur école ou leur centre communautaire. Des projets comme les coopératives énergétiques citoyennes, qui se multiplient en Europe, permettent aux jeunes de s'impliquer dans la production d'énergie locale et renouvelable. Par exemple, au Sénégal, des coopératives solaires portées par des jeunes électrifient des villages ruraux, offrant une alternative aux énergies fossiles. Les jeunes peuvent aussi sensibiliser leur entourage aux économies d'énergie : éteindre les appareils en veille, isoler les logements, ou encore utiliser des transports doux comme le vélo ou les transports en commun. Ces actions, bien que individuelles, prennent tout leur sens lorsqu'elles sont partagées et amplifiées par des mouvements collectifs.

Certains jeunes vont encore plus loin en remettant en question le dogme de la croissance infinie. Les théories de la décroissance, par exemple, défendent l'idée de produire et consommer moins, mais mieux, en se concentrant sur le bien-être plutôt que sur la richesse matérielle. Bien que radicale, cette approche pousse à repenser notre rapport aux ressources et à l'économie. Les jeunes peuvent explorer des alternatives comme les monnaies locales, qui encouragent les échanges sans dépendre du système économique traditionnel, ou les groupes d'achat solidaire, qui permettent de consommer de manière plus équitable et écologique. Ces initiatives, encore marginales, montrent qu'il est possible de vivre différemment, en harmonie avec la planète.

L'école n'est pas seulement un lieu d'apprentissage : elle peut être un moteur de changement pour les jeunes et leurs délégués. Elle a le pouvoir de former, inspirer et donner les moyens d'agir. Plusieurs pistes concrètes peuvent être mises en place.

Intégrer l'écologie dans les programmes scolaires : En Finlande, l'éducation au développement durable est déjà intégrée dans tous les cours, des sciences à la géographie. En France, des modules obligatoires sur le climat et la biodiversité ont été ajoutés aux programmes, et chaque école doit désigner un éco-délégué, élu par les élèves pour porter des projets écologiques.

Former des éco-délégués et leur donner des responsabilités : Ces représentants peuvent organiser des campagnes de sensibilisation, des ateliers pratiques (jardins partagés, tri des déchets, réduction du gaspillage alimentaire), ou encore des actions de plaidoyer pour pousser leur établissement à adopter des pratiques plus durables.

Créer des espaces d'expression et de débat : Des clubs écologiques peuvent organiser des projections de documentaires (*Demain*, *Cowspiracy*), des interventions d'associations locales, ou des débats sur les alternatives économiques (décroissance, économie

circulaire).

Lancer des projets concrets : Des jardins partagés ou des pots de culture permettent aux élèves d'apprendre l'agroécologie. Des ateliers de réparation (vélos, vêtements, électroménager) montrent comment prolonger la durée de vie des objets. Des challenges zéro déchet ou des projets de compostage transforment les cantines en espaces plus durables.

L'école peut aussi partenariar avec des initiatives locales pour offrir aux jeunes des opportunités d'engagement concret. Par exemple, collaborer avec une coopérative énergétique citoyenne ou une AMAP permet aux élèves de voir l'impact de leurs actions et de s'impliquer dans des projets à plus grande échelle.

Malgré l'existence de solutions innovantes, leur mise en œuvre reste insuffisante. Les engagements internationaux, comme l'Accord de Paris, sont souvent ignorés ou contournés par les États les plus pollueurs. L'Australie continue de soutenir l'industrie du charbon, tandis que le Brésil laisse la déforestation de l'Amazonie s'accélérer, au mépris de ses promesses. Ces contradictions rappellent une réalité brutale : le vrai défi n'est pas l'absence de solutions, mais leur application à grande échelle.

Les jeunes, en tant que génération la plus touchée par cette crise, ont un rôle essentiel à jouer. Leur détermination, leur créativité et leur refus de l'inaction sont des atouts majeurs pour repenser en profondeur notre manière de produire, de consommer et d'organiser l'économie. En combinant actions individuelles, initiatives collectives et pression politique, ils peuvent devenir les acteurs clés de cette transition. Leur combat est loin d'être terminé, mais il porte déjà ses premiers fruits : un monde plus conscient, plus responsable, et plus solidaire.

II- Pourquoi le forum citoyen est la solution ?

Face à l'urgence climatique, quel peut être le rôle de la génération Z dans la réinvention du système économique et la construction de solutions durables ?

Le forum citoyen Gen Z donne une voix directe à une génération souvent sous-représentée dans les espaces de décision. Contrairement aux cadres traditionnels, il permet aux jeunes de s'exprimer, de proposer et de co-construire des alternatives concrètes, en lien avec leurs réalités et leurs préoccupations. Les expériences récentes de conventions citoyennes ont montré que, lorsque les citoyens disposent des outils pour s'informer et débattre, ils peuvent formuler des propositions ambitieuses et applicables.

Dans cette dynamique, la Gen Z se distingue par sa volonté de repenser en profondeur le modèle économique actuel, jugé incompatible avec les limites planétaires. Elle met en avant des approches centrées sur l'économie circulaire, la sobriété, l'innovation responsable et une meilleure répartition des ressources. Les jeunes participants seraient donc capables de concevoir des solutions qui combineraient transition écologique et transformation économique.

Le forum citoyen Gen Z devient ainsi un véritable espace d'action et d'innovation démocratique. Il permet de faire émerger des idées nouvelles, de construire des compromis et d'influencer les décisions publiques vers des modèles plus durables et inclusifs. En donnant une place centrale à cette génération, il contribue à accélérer la transition vers un système économique plus résilient, tout en encourageant chacun à s'engager activement dans la lutte contre le changement climatique.

Dans les mouvements de la Gen Z, le sujet de la crise climatique n'est pas isolée, mais il est combiné et associé avec d'autres revendications sur la justice sociale et économique, comme la corruption des états et les mauvaises gestions des ressources des pays.

Par exemple à Madagascar, le mouvement « Gen Z Madagascar » a éclaté sur les réseaux sociaux suite à des coupures d'électricité et des pénuries d'eau persistantes dans l'ensemble du pays. Le mouvement est vite passer à l'action avec des manifestations qui réclament des besoins essentiels, et qui ont rapidement fusionné avec une colère contre l'incapacité du gouvernement à gérer les crises qui affectent la population. Cette lutte est menée surtout par la jeunesse qui subit les conséquences qu'a le changement climatique sur l'agriculture et les ressources locales.

Au Nepal, des manifestations historiques de la jeunesse népalaise ont été principalement déclenchées par la vulnérabilité économique du pays et les incertitudes et anxiétés par rapport à la stabilité économique qu'aura cette jeunesse. Face à des inégalités extrêmes, de nombreux jeunes ont occupé les rues pour demander un avenir viable dans un pays qui est très vulnérable aux catastrophes climatiques.

Les jeunes sont représentés dans les forums citoyens sur le climat, mais leur présence est limitée puisque les forums citoyens suivent une logique de représentation générale. Comme par exemple l'Assemblée citoyenne pour le climat de Bruxelles, dans laquelle les participants sont tirés au sort, pour pouvoir refléter la diversité de la population selon plusieurs critères sociaux et démographiques. Il n'y a pas par conséquent de représentation spécifique de la jeunesse, elle est présente mais n'occupe pas une place

dominante dans les décisions prises dans les forums citoyens. Cette situation est parfois critiquée, parce que la jeunesse est la plus concernée par les conséquences de la crise climatique et donc devrait être davantage représentée.

III- Bibliographie

a- Comprendre la thématique

- <https://www.ccacoalition.org/fr/news/new-climate-economy-report> (un rapport sur la nouvelle énergie climatique)
- <https://www.nationalgeographic.fr/environnement/2019/04/le-rechauffement-de-larctique-couterait-au-monde-plusieurs-billions-deuros> (Réchauffement de l'arctique)
- https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/12/27/l-impact-economique-du-changement-climatique-inquiete_6024142_3234.html (Impact sur l'économie)
- <https://climatepromise.undp.org/fr/news-and-stories/what-is-circular-economy-and-how-it-helps-fight-climate-change> (Qu'est-ce que l'économie circulaire et pourquoi est-ce important ?)
- <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/edition-numerique/chiffres-cles-du-climat/fr/3-observations-du-changement-climatique-et> (changement climatique et de ses effets)
- <https://www.are.admin.ch/fr/1987-le-rapport-brundtland> (Rapport Brundtland (1987) pour la préparation du Premier Sommet de la Terre à Rio (1992))
- <https://www.un.org/fr/conferences/environnement/rio1992> (Premier Sommet de la terre à Rio (1992))

b- L'impact du climat sur l'économie dans le monde

AFRIQUE - MOYEN-ORIENT :

- <https://guinee-eco.com/2025/09/25/limpact-du-changement-climatique-sur-leconomie-de-lafrique/> (Impact de la crise climatique sur l'économie africaine)
- <https://africacclimateinsights.org/fr/comment-le-changement-climatique-pousse-lafrique-au-bord-du-gouffre/> (Plus sur la crise climatique)
- <https://libnanews.com/moyen-orient-186-milliards-deja-perdus/> (Crise économique face aux conflits au moyen orient)
- <https://news.un.org/fr/story/2026/04/1158650> (La guerre au Moyen-Orient renforce

l'argument en faveur de la transition vers les énergies renouvelables)

AMERIQUE :

- <https://www.cec.org/files/documents/publications/985-north-american-mosaic-overview-key-environmental-issues-fr.pdf> (Part de l'Amérique du Nord dans le changement climatique)
- <https://www.20minutes.fr/monde/etats-unis/4202064-20260217-etats-unis-culte-climat-fragilise-economie-europeenne-washington-et-rille-ue> (Opinion du gouvernement américain sur les politiques environnementales de l'UE)
- <https://www.greenpeace.fr/quel-serait-limpact-de-laccord-entre-lue-et-le-mercotur-sur-les-forets-damerique-latine/> (Impact environnemental du EU-MERCOSUR trade agreement)
- https://ec.europa.eu/commission/presscorner/detail/fr/ip_26_113 (Impact économique du EU-MERCOSUR trade agreement)

ASIE – PACIFIQUE

- <https://shs.cairn.info/revue-de-l-ofce-2016-1-page-127?lang=fr> (L'économie circulaire en chine)
- <https://www.oboreurope.com/fr/defi-environnement-bri/> (Comprendre l'impact écologique du BRI (belt and road initiative))
- <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2025/10/07/east-asia-and-pacific-bolder-reforms-key-to-generating-jobs-and-faster-growth> (productivité en Asie)
- <https://bsi-economics.org/changement-climatique-asie-sud-est-impacts-economie/> (La crise climatique et son impact dans l'économie de l'Asie)
- <https://wmo.int/fr/news/media-centre/le-changement-climatique-et-les-phenomenes-meteorologiques-extremes-frappent-lasie-de-plein-fouet> (crise climatique en asie)

EUROPE - ASIE CENTRALE :

- Source : Le Monde <https://share.google/Y6z4C295zooT5xIYI> (l'impact du climat sur l'économie européenne)
- <https://www.banquemondiale.org/fr/news/press-release/2025/10/07/europe-and-central-asia-investing-in-jobs-is-key-to-boosting-productivity-and-growth> (productivité en europe et asie centrale)
- <https://www.consilium.europa.eu/fr/policies/climate-change/> (Le changement

climatique et les actions de l'Union Européenne)

- <https://climat.be/changements-climatiques/consequences/economie> (Ses conséquences sur l'économie)

ACTIONS MENEES PAR LA JEUNESSE:

- Source : TF1 <https://www.tf1info.fr/environnement-ecologie/greves-scolaires-pour-le-climat-l-appel-de-greta-thunberg-commence-a-etre-entendu-dans-le-monde-entier-environnement-jeunesse-2110535.html> (grèves initiées par Greta Thunberg en 2019)
- Source: <https://notreaffaireatous.org/wp-content/uploads/2020/04/Juliana-et-al.-v.-United-States.pdf> (procès Juliana v. United States)
- <https://www.zerowastefrance.org/> (site internet menée par des jeunes contre la pollution)
- <https://www.toogoodtogo.com/fr> (action menée par des jeunes contre le gaspillage alimentaire)
- Mouvement Engajamundo (Brésil): [Site officiel](#) (organisation de jeunes pour la justice climatique)
- Projet Youth Climate Lab (Sénégal) [Site officiel](#) (coopératives solaires pour les villages.)
- Projet Chipko Movement (Inde) (projets pour le reboisement)